HAL
open science

Compte-rendu de l'ouvrage "Villes contestées : pour une géographie critique de l'urbain" de Cécile Gintrac et Matthieu Giroud, Cybergeo : European Journal of Geography, 2015.

Thibault Le Corre

▶ **To cite this version:**

Thibault Le Corre. Compte-rendu de l'ouvrage "Villes contestées : pour une géographie critique de l'urbain" de Cécile Gintrac et Matthieu Giroud, Cybergeo : European Journal of Geography, 2015.. Cybergeo : Revue européenne de géographie / European journal of geography, 2015, 10.4000/cybergeo.26826 . hal-03037657

HAL Id: hal-03037657

https://hal.science/hal-03037657

Submitted on 3 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cybergeo : European Journal of Geography
Revue de livres | 2015

Gintrac C. et Giroud M., 2014, *Villes contestées : pour une géographie critique de l'urbain,* Paris, Les Prairies ordinaires, 399 p.

Thibault Le Corre

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/cybergeo/26826
DOI : 10.4000/cybergeo.26826
ISSN : 1278-3366

Éditeur
UMR 8504 Géographie-cités

Ce document vous est offert par Centre national de la recherche scientifique (CNRS)

Référence électronique
Thibault Le Corre, « Gintrac C. et Giroud M., 2014, *Villes contestées : pour une géographie critique de l'urbain,* Paris, Les Prairies ordinaires, 399 p. », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], Revue de livres, mis en ligne le 05 mars 2015, consulté le 03 décembre 2020. URL : http://journals.openedition.org/cybergeo/26826 ; DOI : https://doi.org/10.4000/cybergeo.26826

Ce document a été généré automatiquement le 3 décembre 2020.

La revue *Cybergeo* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transposé.

Gintrac C. et Giroud M., 2014, *Villes contestées : pour une géographie critique de l'urbain,* Paris, Les Prairies ordinaires, 399 p.

Thibault Le Corre

1 Après avoir été relativement délaissée au cours des années 1980-1990, la géographie critique connaît depuis quelques années un regain de succès en France, comme le témoigne le nombre croissant de chercheurs qui s'en réclament, la traduction de plusieurs ouvrages de David Harvey ou encore l'organisation de plusieurs colloques et journées d'études consacrés aux études critiques en géographie (et plus largement en sciences sociales). Dirigé par Cécile Gintrac[1] et Matthieu Giroud[2], l'ouvrage *Villes contestées : pour une géographie critique de l'urbain* est issu d'une collaboration entre plusieurs chercheurs et enseignants-chercheurs liés en partie par le groupe de travail JEDI, au sein du LabEx Futurs urbains. Édité aux Prairies ordinaires[3], cet ouvrage rassemble onze traductions d'articles, extraits d'ouvrages et communications qui s'inscrivent dans le champ d'une recherche urbaine critique, formant une anthologie (*reader*), formule d'édition plutôt courante dans la pédagogie anglo-saxonne, mais relativement rare dans le paysage universitaire français où les manuels sont plus répandus (Lehman-Frisch, 2013). Pour l'essentiel, le choix des textes porte sur des traductions de l'anglais, les États-Unis, le Canada et le Royaume-Uni étant les grands foyers de la recherche urbaine critique. Bien que les auteurs soient de diverses nationalités, dix textes sont en effet traduits de l'anglais et un de l'allemand, la plupart étant issus de revues scientifiques anglophones critiques et radicales, comme par exemple *Antipode*.

2 L'ouvrage est organisé de telle sorte qu'il permet une lecture non linéaire, sans ordre hiérarchique et sans regroupement thématique en apparence, avec des parties qui sont néanmoins relativement poreuses : espace public, politiques néolibérales, recherche post coloniale, genre et espace, race et espace, justice spatiale, écologie politique,

gentrification, multiculturalisme, etc. Chacun des textes est accompagné d'une présentation où les chercheurs associés à la réalisation de l'ouvrage introduisent l'auteur et ses activités académiques, politiques ou encore militantes. Ces présentations permettent de rattacher les auteurs à des écoles de pensées, offrant au lecteur une bonne compréhension des différents registres théoriques. De nombreuses références (de toutes tendances confondues) sont également proposées en prolongement des traductions et des présentations, démontrant un réel travail de réflexion et d'ouverture épistémologique. La couverture est quant à elle illustrée d'une œuvre de l'artiste urbain new-yorkais Banksy[4] (un de ses célèbres rats urbains) mais sans le propos d'origine « *London doesn't work* ».

3 Par géographie critique, il est entendu une géographie engagée qui étudie les rapports de domination – et leur reproduction – dans l'espace, au sein d'une société donnée, et propose une lecture des phénomènes en étudiant la racine du problème, en « *opposition à l'ordre et aux savoirs existants* » (Gintrac, 2012). Cette posture est née dans la mouvance marxiste des années 1950-1960 et a émergé en Europe avec les travaux d'Henri Lefebvre et de Manuel Castells, puis plus tard de Doreen Massey en Angleterre, et en Amérique du Nord avec ceux de William Bunge et de David Harvey. La création de la revue *Antipode* à l'Université de Clark, Massachusetts, confirme la formalisation d'un courant géographique radical aux États-Unis, proposant rapidement une lecture marxiste. Le courant s'est par la suite enrichi avec l'apparition de nouvelles thématiques, révélées par le « tournant culturel », à travers lesquelles est étudiée la production sociale de l'espace et la manière dont il contribue à « *produire et à reproduire les différences et les dominations* » (p. 13) : le genre, les rapports ethno-raciaux (dans l'acceptation nord-américaine de ces termes), le post-colonialisme, etc.[5] En intégrant ces nouvelles thématiques, la géographie critique s'est substituée à une géographie purement radicale.

4 Ce livre s'inscrit dans un débat plus large, en particulier dans la géographie anglophone. Des auteurs comme David Harvey reprochent ainsi la perte de substance dénonciatrice dans la géographie critique. D'autres énoncent son institutionnalisation dans une perspective carriériste, son manque d'engagement militant, ou encore l'uniformisation de la démarche méthodologique : identification du problème, rapport à la production du problème, appel à des solutions relativement chimériques. Inversement, les géographes radicaux sont considérés comme trop « extrémistes », faisant trop aisément référence aux théories marxistes, et de faire preuve d'un manque d'ouverture sur des thématiques n'intégrant pas les rapports de domination entre classes sociales (Gintrac, 2012).

5 Cependant, il convient de ne pas opposer diamétralement les approches critique et radicale. La géographie critique s'éloigne certes d'une lecture essentiellement néo-marxiste, mais propose toujours une analyse scientifique non conventionnelle et engagée. L'ouvrage vise ainsi à réconcilier des approches en présentant la diversité des postures théoriques et des sujets traités par la géographie critique et radicale, à partir d'une sélection de contributions, nécessairement subjective et partiale. Il s'agit pour notre propos d'insister sur quelques lignes directrices fortes de l'ouvrage.

6 Une première partie de ce compte rendu mettra en relation l'apport d'études radicales et critiques à l'analyse de la production urbaine. Une seconde partie attirera l'attention sur les approches et thématiques diversifiées qui s'épanouissent désormais dans le champ de la recherche urbaine critique, en tentant d'appréhender d'autres rapports de

domination dans l'espace urbain. Enfin, nous terminerons sur une brève déclinaison de la notion de « justice spatiale ».

7 Le livre nous présente en arrière-plan la réalité d'un monde urbain où la valeur d'échange prime sur la valeur d'usage de l'espace et où les logiques puissantes de destruction créatrice de la ville, propres au capitalisme dans sa recherche d'accumulation spatiale des capitaux par le biais de la rente foncière et du « développement inégal », cristallisent les revendications populaires d'un « droit à la ville » à travers le monde. Une place importante est réservée aux travaux s'inspirant d'Engels (*La Question du logement*, *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*), des thèses du sociologue français Henri Lefebvre (*La Production de l'espace*, *Le droit à la ville*) et de l'école d'économie française de la régulation.

8 Dans cette logique, l'article de David Harvey, intitulé « Mutation du capitalisme et transformations de la gouvernance urbaine » (p. 95-131) et publié en 1989 dans *Geografiskaannaler* (présentation par Max Rousseau), est une référence au sein de la recherche urbaine radicale. Il décrit comment les politiques urbaines, aux États-Unis et plus précisément à Baltimore, sont passées de logiques gestionnaires de la ville à des logiques entrepreneuriales pour faire face à la crise du capitalisme et de l'État keynésien. L'entrepreneurialisme est symbolisé par les partenariats public-privé (PPP), développant des projets de nature spéculative où le risque de l'investissement est accaparé par le secteur public (via des subventions au secteur privé, des investissements en infrastructures...) et les profits captés par le secteur privé, dans une logique ultra localisée (miser sur les lieux avant le territoire). Cet entrepreneurialisme prend forme à travers une compétition stratégique entre les territoires urbains pour attirer les capitaux productifs, de consommation, financiers et de l'État central. « Le développement géographique inégal » des systèmes urbains serait alors la capacité différenciée des territoires à attirer ces capitaux, capacité qui dépend de l'intensité de la concurrence inter urbaine, des ressources disponibles dans les territoires, des potentialités stratégiques des coalitions et de la gouvernance locale. Le schéma de nature macro-économique met en avant une contradiction du système. Le système bancaire draine l'épargne des ménages et des entreprises privées vers des investissements spéculatifs, ultra localisés et à « rotation rapide », qui favorisent les crises de suraccumulation et de surinvestissement. La concurrence inter-urbaine – porteuse « *de la reproduction des rapports sociaux capitalistes* » (p. 123) et donc des rapports de développement entre les espaces capitalistes – exacerbe la nature spéculative de la production de l'espace urbain et pousse toujours davantage vers un transfert des richesses (et une production de l'espace) à l'avantage des plus riches. En résultent des villes oubliant les besoins des populations, où, si le but de redorer l'image de la ville par des projets symboliques peut être atteint (par ex. le Gughenheim à Bilbao, la marina et le front de mer de Baltimore, etc.), la réalité socio-économique est toute autre et révèle, pour reprendre la citation célèbre, une « *ville géographiquement divisée entre un centre-ville régénéré et un océan de misère* » (p. 125). La solution alors préconisée par Harvey réside dans l'établissement de villes autonomes (en référence à la Commune de Paris de 1871) et démocratiques, dans le cadre de systèmes urbains fondés sur des principes de solidarités entre les territoires, diminuant ainsi la dépendance aux principes du capitalisme et atténuant la concurrence inter-urbaine.

9 L'article de Neil Smith, « Gentrification et développement inégal » (p. 271-303), publié dès 1982 dans *Economic Geography* et présenté ici par Anne Clerval, boucle l'approche

radicale des logiques et des conséquences socio-spatiales de la production urbaine capitaliste. L'auteur, ancien élève de David Harvey, s'intéresse également au développement inégal des sociétés et aux différents rapports multi-scalaires de domination des groupes sociaux (sans pour autant mobiliser les travaux de Marx dans son analyse). À l'échelle urbaine, la gentrification est pour Smith le reflet de la globalisation capitaliste et de sa division internationale du travail, où les pouvoirs publics s'inscrivent dans le processus à l'avantage des classes dominantes. D'après l'auteur, le processus historique de la production immobilière, notamment du logement, est intrinsèquement lié aux dynamiques du capitalisme. Ce dernier, à travers ses cycles et mutations, investit l'espace dans un objectif constant de recherche de profit et d'accumulation. Pour soutenir sa thèse, il développe ainsi la théorie du *rent-gap* (différentiel de loyer) démontrant les différentes phases d'investissement et de désinvestissement des capitaux dans l'espace urbain (dans un contexte de disparités urbaines du marché et de la rente foncière, la dévalorisation du bâti entraîne sa valorisation postérieure dans une logique de nouveaux profits potentiels, par le comblement du différentiel de loyer). Il explique ainsi partiellement le développement des *suburbs* au cours de la phase précédente d'accumulation, ainsi que la rénovation urbaine des centres-villes, non pas comme des « anomalies localisées » du retour du capital en ville mais comme des réponses spatiales à la restructuration de l'économie. Il va ainsi à l'encontre des thèses néo-classiques de Brian Berry et de celles mettant l'accent sur la demande (choix résidentiel) dans la gentrification à l'instar de David Ley et, dans une moindre mesure, de Chris Hamnett.

10 Le travail de recherche collectif d'Erik Swyngedouw, Frank Moulaert et Arantxa Rodriguez – « L'urbanisation néolibérale en Europe : grands projets urbains et nouvelle politique de la ville » (p. 143-161) – s'inscrit, comme Martine Drodz le présente, dans une approche régulationniste de l'urbanisation néolibérale. Il propose une analyse de 13 projets urbains européens s'inscrivant dans un processus de néolibéralisation. Par ses auteurs et les objets étudiés, ce travail est proche des thèses de David Harvey sur la ville entrepreneuriale tout en s'éloignant d'une lecture strictement marxiste (bien que les régulationnistes intègrent les théories marxistes dans l'analyse de la société et de l'espace). Partant du constat d'un tarissement des ressources financières publiques et d'un État central absorbant les risques des investissements, les auteurs soutiennent l'idée selon laquelle « *la nouvelle politique économique* » se reflète et se construit dans l'uniformisation croissante des « *projets urbains* » métropolitains (malgré leur programmation hétérogène), avec une gouvernance « *fragmentée et plurielle* » qui forme des « *coalitions de croissance* » informelles, opaques et peu soumises aux critiques et au contrôle populaire. À travers les projets urbains, avec la bienveillance de l'État et en lien avec les « *intérêts des coalitions concernées et de leur clientèle* » (p. 153), les villes sélectionnent des sites délaissés par les investissements productifs internationaux, l'objet des opérations de renouvellement urbain étant de répondre à l'accumulation capitaliste dans la mesure où l'objectif sous-jacent est de valoriser les marchés immobiliers et de produire une situation de rente foncière (monopolistique si possible).

11 Si les premiers textes mis en avant traitent des relations entre capitalisme, régime néo-libéral, production de l'espace urbain et développement inégal, d'autres reflètent la diversité des thématiques et approches qui contribuent aujourd'hui à décloisonner les champs d'études de la géographie critique. En abordant la question des principes de la recherche urbaine post-coloniale, de l'intersection de la domination genrée et raciale dans l'espace, et de la manière dont la normalisation des comportements par le droit,

via leur pénalisation, contribue à construire les disparités urbaines, ces textes explorent différentes formes de domination et donnent par là même à voir toute la pluralité de la géographie critique.

12 La première traduction du livre – « Villes ordinaires : vers des études urbaine post-coloniales » (p. 35-53) – est celle de l'introduction de l'ouvrage de Jennifer Robinson (présentée par Armelle Choplin), géographe critique post-colonialiste sud-africaine, professeure à l'University College London (UCL). L'idée centrale est d'appeler à une recherche urbaine cosmopolite et de proposer une nouvelle théorie urbaine à travers le concept – quasi anthropologique – de « villes ordinaires ». Celui-ci doit permettre une nouvelle lecture de la ville, déhiérarchisée et désoccidentalisée. Déclinant ainsi les notions de modernité et de développement dans la recherche urbaine – sclérosées par une approche occidentale et tronquant profondément le regard du chercheur – Robinson avance la théorie selon laquelle les transformations des villes sont le résultat des multiples rencontres et enchevêtrements de populations au cours du temps, avec des cultures et traditions bien identifiées et qui ont contribué à façonner leurs espaces urbains. En d'autres termes, les populations sont créatives et s'inventent un avenir autonome en s'ajustant aux ressources locales. Les grandes mutations physiques des villes ne sont donc pas le résultat des dogmes sur la modernité et le développement. Il convient alors pour le chercheur d'amorcer de nouvelles méthodes de recherche en considérant toutes les villes comme « ordinaires », « *afin de renouveler nos manières de penser le monde des villes* » (p. 53).

13 Dans l'article intitulé « Race, espace et pouvoir : stratégies de survie des travailleuses pauvres » (p. 65-85), Melissa R. Gilbert (présentation par Cécile Gintrac), géographe féministe états-unienne, professeure à Philadelphie à la Temple University, réalise une étude empirique sur les mobilités entre le domicile, le lieu de garde de l'enfant et le lieu de travail des femmes noires pauvres avec enfant de la ville de Worcester dans le Massachusetts. Elle relate ainsi les mobilités de ces femmes qui subissent une triple domination raciale, genrée et sociale, selon des modalités spatiales plus confinées que leurs homologues blanches. Résultats contraires à ceux d'études empiriques menées à New-York et à Buffalo (État de New-York). Ce confinement spatial s'explique alors par la structure raciale de la ville de Worcester, fortement ségréguée, mais également à travers les stratégies de survies mises en places par les femmes noires qui mobilisent davantage leurs réseaux afin de trouver un emploi, se faire garder l'enfant ou trouver un logement. Si le confinement spatial est donc une contrainte par la ségrégation et la domination patriarcale de la société, il peut également être analysé comme une certaine appropriation de l'espace et de ses ressources disponibles, dans une stratégie de survie des femmes.

14 Seul géographe allemand, Bernd Belina développe, dans « Le droit pénal : moyen de gouverner les disparités urbaines » (p. 207-228), la question du droit répressif et de son influence dans l'organisation socio-spatiale de la ville. Comme le fait remarquer Melina Germes en présentation de la traduction, Belina mobilise *« une approche marxiste et foucaldienne »* en considérant le droit comme la formalisation juridique des intérêts des classes dominantes et donne à l'espace un rôle puissant dans l'organisation et la gestion de la population, en permettant « *à l'État de légitimer un recours au monopole de la violence qui diffère selon les quartiers de la ville* » (p. 207). Les gouvernements mettent en place des mesures pour lutter contre la criminalité mais dont la finalité est avant tout de contenir l'ordre social et de contrôler les comportements dans l'espace au quotidien

(production de différenciation et de domination). C'est ainsi que la vidéo surveillance s'est imposée dans de nombreuses villes allemandes pour dissuader les punks d'occuper certains lieux : on repousse certains comportements et les individus qui leurs sont liés. D'autres mesures, dites préventives, sont mises en place par les Länder, permettant à la police de disperser des personnes représentant un « danger » potentiel, sans réelle justification. En Angleterre, une mesure semblable existe et atteint un certain paroxysme en permettant à la police d'écarter « *de certains espaces, certaines personnes* » (p. 215) considérées comme « *différentes* » par rapport à l'ordre socio-spatial idéal-type. De plus, des groupes de personnes et des lieux peuvent directement être ciblés par les arrêtés : les jeunes et le *binge drinking* dans des espaces non commerciaux, les consommateurs de drogues, les badauds de Baltimore (traîner dans certains quartiers de Baltimore peut être considéré comme une activité suspecte liée à la revente de drogues justifiant l'interpellation), ou encore les populations de certains quartiers de villes états-uniennes (avec l'imposition d'un code vestimentaire évitant que les forces de l'ordre les présument comme *gangster*). Ces mesures entraînent des dérives policières et des flous juridiques, où le cadre législatif contribue à doter le pouvoir exécutif étatique de prérequis autocratiques. Par son approche historique, Bernd Belina indique que la relégation des pauvres et marginaux par la puissance publique et le droit pénal (qui est orienté par le pouvoir exécutif) n'est pas un phénomène récent mais s'inscrit largement dans la durée de la construction sociologique et politique d'une société donnée. Au regard de la situation actuelle et pour reprendre les termes de l'auteur, ces mesures permettent « *d'administrer ceux qui sont rendus superflus par le capitalisme néolibéral débridé. À la peur de la dynamite sociale* [du XIXe et d'une partie du XXe siècle]*, se substitue le "warehousing" : la question est désormais "d'entreposer" le "déchet social", "fardeau coûteux mais relativement inoffensif pour la société", de le contrôler pour "réguler et endiguer le problème"* » (p. 222-223).

15 Le dernier article de l'anthologie est issu d'une communication d'Edward W. Soja qui a eu lieu à Nanterre en 2008 durant le colloque « Justice et injustices spatiales ». Intitulé « À la recherche de la justice spatiale » (p. 389-399), le texte est un plaidoyer pour inciter les chercheurs à introduire la question de la « justice spatiale » dans leurs travaux. Farouchement opposé aux théories marxistes de David Harvey et s'appuyant sur « le droit à la ville » de Lefebvre, Soja milite pour une pratique politique de la géographie avec une approche conceptuelle liée à la « justice spatiale », concept fédérateur pour analyser les questions d'inégalités, d'injustices sociales, de discriminations raciales et genrées, de polarisations spatiales multi-scalaires. L'auteur considère que l'utilisation de ce concept permet d'introduire une grille de lecture commune des enjeux sociaux et sociétaux à travers un prisme spatial (en se représentant l'espace « juste »). De plus, Soja, professeur à l'UCLA, fait de Los Angeles « *le centre majeur pour la théorisation du concept* [en permettant à ce dernier de] *s'élargir aux mondes de l'action politique et de l'aménagement* » (p. 397). Il démontre ainsi comment le mouvement social de la Bus Rider Union de Los Angeles, à travers la lutte triomphante des travailleurs pauvres pour le maintien d'une ligne de bus de l'*inner city* qui devait fermer au profit d'un transport propre destiné aux populations aisées des *suburbs,* est une figure épiphanique dans la lutte pour une « justice spatiale ». Faisant preuve d'un certain pragmatisme, Soja accepte la ville capitaliste, dans la mesure où les intérêts des plus faibles puissent être entendus pour la rendre « juste ». Il adopte ainsi une posture anti-révolutionnaire et anti-marxiste, dans laquelle, bien que reconnaissant les contradictions du système et ses effets ségrégatifs, il incite les

populations locales à se former en groupes d'intérêts et à agir pour une ville « juste ». Un concept de « justice spatiale » qui a été par ailleurs maintes fois critiqué, parce qu'il se réfère à la notion d'équité (développée notamment par John Rawls) et pour son caractère occidental, mais aussi parce que les interprétations du concept sont nombreuses, rendant son utilisation imprécise (Brennetot, 2011).

16 Enfin, d'autres textes qui ne seront pas évoqués ici[6], ce qui n'enlève rien à leur qualité et à leur intérêt d'un point vue théorique aussi bien qu'empirique, rendent compte de la question de l'« écologie politique », de la place et des droits des sans-abris dans l'espace public, « des mouvements sociaux » et de leur résistance à la récupération politique, ainsi que de la justification du « multiculturalisme » dans les politiques urbaines locales.

17 En définitive, ce choix de textes peut à certains égards paraître réducteur pour appréhender la géographie radicale et critique, voire aboutir à un ensemble relativement nébuleux. En effet, il y a peu de points convergents entre des textes de Jennifer Robinson et de David Harvey, des combats théoriques internes subsistent sur la question du marxisme, et d'autres traductions, à l'instar de celle de Bernd Belina (renvoyant notamment à l'école de géographie de Francfort), s'inscrivent encore dans un registre distinct. Cependant cette diversité et cet éclatement thématique cachent la transversalité que propose cette sélection de textes, tant ils se recoupent entre eux, se prolongent ou se réfèrent les uns les autres, ou encore se situent les uns par rapport aux autres, proposant pour la plupart des solutions militantes en réponse à des situations de dominations. En somme, au-delà de son hétérogénéité apparente, l'ouvrage propose les éléments théoriques et des études empiriques de base suggérant « Une géographie critique de l'urbain » (il pourrait en exister bien d'autres) dans sa diversité et sa complexité, permettant d'apporter des éléments susceptibles d'insuffler un débat « démocratique et décloisonné ».

18 Si on peut regretter la pauvreté en termes de visuels cartographiques, cette anthologie a largement son utilité pour les universitaires, les étudiants et la société civile. D'une part, elle permet d'enclencher et de faire circuler les idées, concepts, théories et lieux de la géographie critique au sein du monde académique, tout en proposant un support efficace pour l'enseignement de ce pan de la géographie. D'autre part, elle s'adresse également à un public plus large : population citadine, militants et engagés, qui trouvera dans cet ouvrage des clés de lecture des mondes urbains actuels et des moyens de résistance aux logiques néo-libérales des politiques urbaines. Pour reprendre les mots des directeurs de l'ouvrage, il entend « *contribuer, même modestement, au projet d'émancipation voulu par les géographes critiques et radicaux rassemblés ici, et défendu « sur le terrain » par un nombre croissant de citadins en colère et en lutte* » (p. 21).

BIBLIOGRAPHIE

Brennetot Arnaud, « Les géographes et la justice spatiale : généalogie d'une relation compliquée », Annales de géographie, Vol..678, No.2, 115-134.

Gintrac C., 2012, « Géographie critique, géographie radicale : comment nommer la géographie engagée ? », *Carnets de géographes*, No.4, http://www.carnetsdegeographes.org/carnets_recherches/rech_04_04_Gintrac.php.

Lehman-Frisch S., 2013, « Manuels ou anthologies ? Deux manières contrastées d'enseigner (et de penser) la géographie à l'université en France et aux États-Unis », EchoGéo, No.24, http://echogeo.revues.org/13481.

NOTES

1. Doctorante en géographie, Université Paris Ouest Nanterre.
2. Maître de conférences en géographie, Université Paris Est Marne-la-Vallée.
3. Maison d'édition dont la collection « penser/croiser » a pour objectif de publier des ouvrages s'inscrivant dans la théorie critique, l'école de Francfort, les approches marxistes et anarchistes... en mettant l'accent sur des traductions anglophones.
4. Malgré la posture originelle critique et contestatrice de l'artiste, les œuvres de Bansky n'échappent pas au conventionnementd'une marchandisation de l'art à outrance (et du *merchandising* décomplexé) réservée à une élite bourgeoise mondiale.
5. Pour plus d'explications épistémologiques sur la déclinaison d'une géographie radicale vers une géographie critique, voir Gintrac (2012).
6. « Critique du multiculturalisme urbain », présenté par Sarah Mekjian : Kanishka Goonewardena et Stefan Kipfer , « Espaces de la différence : réflexions sur le multiculturalisme, l'urbanisme bourgeois et la possibilité d'une politique urbaine radicale » ; « Contre l'environnementalisme de bon ton », présenté par Julien Rebotier : Roger Keil et Julie-Anne Boudreau, « Métropolitiques et métaboliques : l'étatisation des politiques écologiques à Toronto » ; « Don Mitchell et l'espace public », présenté par Myriam Houssay-Holzschuch : Don Mitchell, « L'espace public droits et justice sociale » ; « Marcelo Lopes de Souza, l'œil libertaire d'Amérique latine », présenté par Matthieu Giroud : Marcelo Lopes de Souza, « Ensemble avec l'État, malgré l'État, contre l'État. Les mouvements sociaux, agents d'un urbanisme critique ».

AUTEUR

THIBAULT LE CORRE

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
UMR Géographie-cités
Thibault.Le-Corre@malix.univ-paris1.fr